

que cette tendance dirigeait le Congrès. Depuis, elle a dû la gauche à la direction. Nous analysons les positions « théorisées » par G. Martinet « Le marxisme de notre fait, le marxisme n'est pour une clause de style ; il le considérait et lui substitue un révélateur mis à la mode de celui de Martinet, la marche au pas de la progression dans les décisions, c'est-à-dire les postes de missions gouvernementales de P.S.U. ne devait pas, selon nous, être principalement sur les ouvriers et sur les nouvelles couches de gauche du P.S.U., à juste titre, telle orientation comme une dévotion au gaullisme. Ce conflit est son expression publique une polémique entre Martinet et Verrier dans les colonnes de l'hebdomadaire sur lequel Martinet s'est exprimé.

du Congrès furent une grande déception pour Martinet qui y vit une manifestation de « la gauche », et il n'aurait pas à méditer pour trouver un autre chemin.

du P.S.U. étant trop verts, il faut des changements sérieux s'opèrent. Le mouvement ouvrier français ne peut inventer le « marxisme ». Effectivement, depuis plusieurs années, avec lenteur, un rapprochement s.F.I.O. Nous avons, dans notre pays, qu'une tendance unitaire se dessine dans les profondeurs de la classe ouvrière. Guy Mollet y était devenu sensible que ses tentatives de rapprochement avec les vieux partis bourgeois n'ont pas de perspectives.

de ce rapprochement, Martinet ne voit plus dans le P.S.U.

l'organisation qui allait grandir avec le « marxisme de notre temps » et se tournent... vers la S.F.I.O. ainsi que vers la gauche du M.R.P., rêvant maintenant de voir son « marxisme » revu et corrigé servir d'idéologie au travailisme français. Il suffit de compulsé les derniers numéros de *France-Observateur* pour noter ce tournant. Bien évidemment, on ne peut attendre que les choses soient présentées franchement, nettement et honnêtement. « Un dialogue est désormais ouvert et il faut le poursuivre jusqu'au bout ». Le bout n'est pas difficile à deviner. Ajoutons aussi que la page soudainement consacrée aux trotskystes par cet hebdomadaire correspond aussi à cette orientation. En effet, en même temps qu'on peint en rose la S.F.I.O., il faut effrayer la gauche : voyez l'autre terme de l'alternative, les trotskystes, des petits groupes qui se divisent, des sectaires, des Chinois et pis encore !

Pour une fois, la perspective de Martinet — « réal politiker » malheureux — n'est sans doute pas dépourvue de tout réalisme. Pour Martinet et sa tendance, le rôle du P.S.U. devait être celui d'un marieur entre les deux grands partis ouvriers qu'il s'agissait d'unir en une position socialiste « moyenne ». Si le P.C.F. et la S.F.I.O. vont d'eux-mêmes au front unique sur un programme réformiste, le marieur n'est plus nécessaire. Et on comprend que les sociaux-démocrates nostalgiques et les « non-communistes » de tout poil que compte encore le P.S.U. louchent vers le rassemblement travailliste où Guy Mollet tente de trouver une base élargie qui le mette en position de force dans le dialogue avec le P.C.F. Mais pour les militants — et ils

sont le gros du P.S.U. — qui sont venus à ce parti repoussés par le molletisme comme par le thorezisme, la nouvelle panacée de Martinet n'a rien de ragoutant. Il ne suffit pas en effet que Martinet ait trouvé — pour combien de temps ? — une nouvelle orientation et aussi, dit-on, un peu d'oxygène financier pour son hebdomadaire en perte de lecteurs, il faudrait que le P.S.U. accepte de le suivre ou de disparaître.

La tendance Martinet n'a pas d'autre but que de détruire l'organisation dont elle a perdu la direction sans espoir de retour. Dans ces conditions, il est douteux que la tendance sociale-démocrate dirigée par Verrier accepte de rester en tête à tête avec des courants de gauche majoritaires, au moment où la S.F.I.O. revient à la phrase gauche.

Car, en effet, à peine Martinet avait-il inventé le « marxisme de notre temps » à l'usage des classes moyennes, que Guy Mollet, retrouvait la phraséologie de la lutte des classes, allait même jusqu'à parler de « dictature du prolétariat » (dénoncée par Martinet et son ami Dru) ; c'est que le vieux politicien roué qu'est le dirigeant de la S.F.I.O., sait que pour durcir son parti dans une période d'épreuves, il faut revenir au vocabulaire d'antan et délaissier provisoirement celui qui convient aux antichambres ministérielles et aux fonctionnaires des « centres de décision ».

Dans les mois à venir, il y aura donc gros à parier que le P.S.U. va tendre à devenir le regroupement — réduit en nombre — de ceux qui l'ont rejoint avec la volonté et l'espoir

d'en faire un parti révolutionnaire, un véritable instrument de combat contre le capitalisme.

Nous aurons certainement plus d'une occasion pour parler de l'organisation ainsi transformée ; car, même débarrassé des courants de droite, ce P.S.U. sera encore loin d'être un parti révolutionnaire. L'expérience ne fera que commencer. Une chose est de mener le combat dans une organisation contre des réformistes, en formulant de temps à autre des programmes d'action temporaires, et autre chose de créer une organisation qui aura un programme fondamental qui lui permette de se situer face à tous les grands problèmes posés par la situation nationale et internationale.

Mais, avant même que les gauches du P.S.U. en arrivent là, il leur faut lutter avec décision contre les Martinet et autres réformistes, fabricants de théories à la petite semaine — et chrétiens progressistes pour les bénir — tous prêts à jeter tous leurs principes par dessus bord pour être acceptés par la droite du mouvement ouvrier, voire la bourgeoisie libérale, mais grands dénonciateurs des « gauchistes ». La manière dont les gauches du P.S.U. mèneront leur lutte dans cette première phase sera un indice de ce que pourra être leur progression ultérieure. La pire erreur qu'ils pourraient commettre serait de se laisser impressionner par ceux qui crient au danger de gauche, au danger trotskyste... pour mieux rendre service aux directions traditionnelles qui n'ont su accumuler que de retentissantes faillites dont les dernières nous cuisent encore la peau.

Central d'Ivry : Lente italianisation du P. C. F.

ne peut écrire que le PC français « baguette ». Seuls le PC chinois étaient l'objet de critiques plus vives. Le PC français exprime, dans ses thèses khroucheviennes et il manifeste le moins de liberté de ton envers le Parti-guide. Une exception, cependant, de son comportement signalée : le discours prononcé le 8 mars sur les questions de la réapprobation du CC d'Ivry, de condamnation formelle, claire, mais l'insistance avec laquelle les droits de la création artistique sont défavorables à l'autoritarisme. « Il (le Parti) n'impose pas de travail de chacun ; il pense notamment de laisser aux écrivains et à ceux de déployer leurs dons par le style propre à chacun d'eux... » dit Maurice Thorez L'humanité

mer, à perte de vue, pour savoir ce que du lest ou s'il est sincèrement libre de création. Un fait demeure, sensibilisé aux réactions des intellectuels et que les paroles qu'il a prononcées au Comité Central lui attireront que tout dernièrement on lui re-

l'intérieur du PCF est extrêmement reculé de la direction et l'assouplissement des méthodes d'intervention lui ont momentanément son blason, du côté apparaissent les conditions politiques plus rapide, différenciée pour le noyau dirigeant.

adoption par le CC (Pour l'Unité Communiste internationale), sont celles qui sont celles du PCF :

de pacifique.

2. — Perspectives de passage pacifique au socialisme.

3. — Large politique anti-monopoliste devant, avec une politique appropriée de Front Unique conduire à l'instauration d'une démocratie renouée.

Sur le premier point le Comité Central prend à partie les conceptions chinoises. Sa polémique se fait en deux temps.

La coexistence pacifique ce n'est pas une trêve provisoire c'est la renonciation mutuelle à employer les armes pour régler les différends entre Etats. Cette renonciation doit être imposée aux impérialistes. Elle est à notre époque la forme supérieure de la lutte de classes à l'échelle internationale L'Humanité du 11 mai.

« ... A propos de la coexistence pacifique nous considérons que c'est une erreur de prétendre qu'elle pourrait signifier le renoncement à la lutte des peuples colonisés pour leur indépendance, qu'elle pourrait conduire les prolétaires des pays capitalistes à ne plus soutenir la lutte de libération nationale de ces peuples, qu'elle pourrait signifier que le camp socialiste cesse désormais de leur apporter un appui fraternel et décisif. Parlent contre ce point de vue l'exemple de Cuba, l'exemple de l'Algérie et autres peuples héroïques qui ont conquis la liberté et ceux auxquels nous n'avons pas ménagé notre appui... Dans les conditions de la coexistence pacifique Cuba a même entrepris la construction du socialisme... C'est une erreur de prétendre que dans les conditions de la coexistence pacifique, la lutte des masses pour leurs revendications, pour leurs libertés, pour le socialisme serait freinée... Je n'en veux pour preuve que les grandes grèves... après la lutte des mineurs belges celle de nos mineurs... » Maurice Thorez - L'Humanité du 14 mai.

Nous nous arrêtons sur ces affirmations qui veulent être des arguments. Nous prendrons d'abord les exemples que cite Thorez : Cuba et l'Algérie.

Pendant bien longtemps nous rappellerons que le Parti Socialiste Populaire de Cuba (nom du Parti Communiste) a eu une attitude pour le moins équivoque envers Batista. Lorsque le groupe Fidel Castro eut résolu de donner aux masses une perspective anti-capitaliste, le P.S.P. conservait encore son programme petit bourgeois de réformes démocratiques. Ce qui le prouve surabondamment est que le P.S.P. n'a joué, ni de près ni de loin, le moindre rôle dans le processus révolutionnaire qui conduisit à la création de l'Etat ouvrier cubain. Les membres du P.S.P., en définitive, se rallièrent à la Révolution après coup, avec des intentions plus ou moins pures

comme le révéla le discours de Fidel Castro contre Escalante.

En Algérie c'est à une réédition d'une politique à peine différente qu'on assista de la part du Parti Communiste Algérien dont le rôle dans la Révolution algérienne fut insignifiant.

Il faut, en outre, être doué d'une certaine audace pour donner comme exemple de la justice de la politique de coexistence pacifique celle du PCF envers le combat révolutionnaire, que les partisans algériens ont mené pendant près de huit ans contre l'impérialisme français : le PCF, a saboté les manifestations de rappelés, il s'est opposé à l'aide pratique, le mot d'ordre central sous le signe duquel la lutte était placée était encore en 1958 « Pour une véritable Union française ». Ce n'est qu'après la défaite assurée de l'impérialisme français que les dirigeants du PCF daignèrent commencer à parler de Révolution algérienne.

Thorez fait état également d'un certain nombre de luttes revendicatives qui seraient des illustrations de ce qu'est en réalité la politique critiquée tence pacifique. En réalité les dirigeants de la CGT, membres du Bureau Politique du Parti, d'abord surpris par la fermeté de la riposte des mineurs, s'opposèrent par la suite à la préparation d'une grève des services publics possible et qui aurait obligé le gouvernement à un recul beaucoup plus profond.

C'est effectivement sur le terrain pratique qu'il faut juger une politique. Et l'opportunisme du P.S.P., celui du PCA et du PCF sont des illustrations de ce qu'est en réalité la politique critiquée par les Chinois.

Tout en employant le terme de coexistence pacifique comme les khroucheviens (1), les Chinois défendent une autre conception.

Chinois et Soviétiques s'accordent sur le fait qu'il faut considérer légitimes certains accords, traités entre les Etats ouvriers et les Etats capitalistes. Pour les khroucheviens ces accords pratiquement s'étendent aux rapports entre les classes, entre les PC et les bourgeoisies des Etats signataires. Avant les Chinois, les trotskystes ont donné de multiples exemples pour illustrer la nature profonde de cette politique qui se place dans le prolongement de la politique stalinienne et à laquelle Khrouchev n'a fait que donner une expression plus élaborée et plus globale.

Pour résumer nous dirons que la conception stalino-khrouchevienne subordonne la lutte des masses aux rapports entre les Etats, alors que pour les Chinois, au moins en paroles, c'est la lutte de masse qui reste l'essentiel.

Ainsi, si le P.S.P., s'est, au début, opposé aux développements révolutionnaires à Cuba, c'est dans la crainte de rendre difficiles ou d'aggraver les relations diplomatiques entre l'URSS et le gouvernement américain. L'opportunisme du PCF dans la question coloniale, dénoncé vigoureusement par le PC chinois à la fameuse réunion des 81 en 1960 ne s'explique pas autrement que par les conceptions stratégiques et tactiques des PC dont l'objectif est de faciliter une vaste confrontation pouvant rendre la forme d'accords et de traités, considérés comme décisifs, entre les Etats impérialistes et l'URSS.

C'est contre cette politique tortueuse qui transforme l'action des masses en force d'appoint aux développements économiques et culturels des Etats ouvriers que se sont élevés les Chinois.

Leur point de vue, dont on ne sait encore s'ils voudront vraiment le mettre en pratique, est un retour aux principes marxistes dont il n'y a aucune raison, dans la situation objective, de se détourner. C'est le mouvement des masses qui conduira l'Humanité au socialisme.

Le front unique

La conception opportuniste de la politique de coexistence pacifique rend compte de toutes les démarches politiques du PCF, y compris de la politique de Front Unique qu'il met actuellement en avant.

Le fait le plus important dans la situation française, c'est le rapprochement entre les deux grandes organisations de la classe ouvrière le PCF et la SFIO. En lui-même le rapprochement peut être considéré comme positif parce qu'il constitue un encouragement pour les luttes et qu'il rend plus facile la réunification syndicale.

Mais l'Unité n'est pas un but en soi. Elle prend toute sa valeur en fonction de l'objectif qu'on lui donne, des bases sur lesquelles elle se réalise.

La crise de la démocratie bourgeoise a privé le PS de bases pour sa politique d'alliance avec le Parti radical. C'est pourquoi il est contraint de se tourner vers les masses communistes et le PCF. Mais la SFIO veut entraîner dans son sillage typiquement réformiste ses éventuels alliés. Guy Mollet va jusqu'à proclamer que la SFIO a toujours eu raison depuis le Congrès de Tours (Suite en page 8.)